

CYCLE
ENVIRONNEMENT

MILIEUX NATURELS ET ENJEUX POLITIQUE ET CITOYEN

Proposé et animé par
**Moïse TSAYEM, Benoit DUCHENNE,
Olivier DUVAL et Bertrand JARRI**

Dans notre quotidien, que ce soit par l'écho des médias ou dans les rues de nos villes, la question de la préservation de l'environnement et de l'impact de l'activité humaine sur la nature interroge. À l'échelle internationale ou bien au niveau local, les comportements sont appelés à évoluer pour faire face aux enjeux du réchauffement climatique et permettre aux générations futures d'évoluer dans un monde toujours riche de sa biodiversité.

Géopolitique de l'environnement

Moïse Tsayem Demaze

Professeur en géographie

Le Mans Université, UMR CNRS 6590 ESO

Moise.Tsayem_Demaze@univ-lemans.fr

Mardi 3 octobre : Environnement et ressources naturelles : pourquoi la détérioration ?

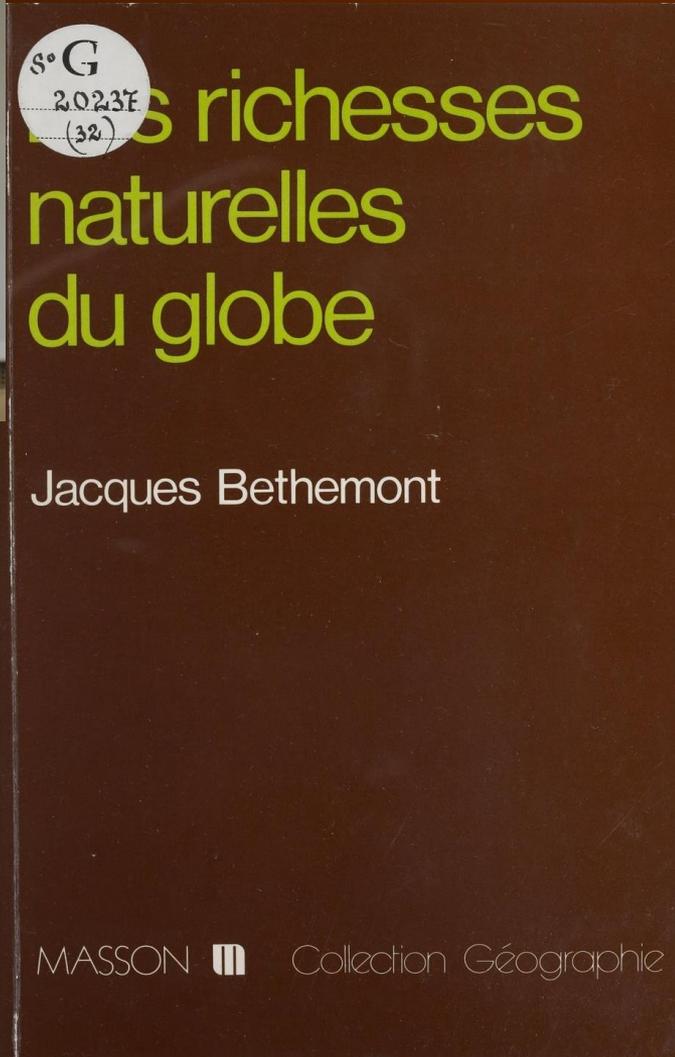
Mardi 7 novembre : Le tournant climatique : comment lutter contre les changements climatiques et amorcer la transition socio-écologique et énergétique ?

Mardi 5 décembre : Le cas de la France : quelles déclinaisons locales des engagements internationaux en matière de lutte contre les changements climatiques ?

- L'état inquiétant de la déplétion des ressources naturelles : vers l'épuisement de ces ressources?
- La détérioration de la qualité des ressources naturelles
- Or la demande et les besoins croissent sans cesse, que ce soit dans les pays développés ou dans les pays en développement, en particulier dans les pays émergents.
- Quel équilibre entre utilisation et conservation des ressources naturelles?
- Quels dispositifs mettre en œuvre (gestion/gouvernance)?
- Comment comprendre et atténuer les rivalités et les conflits à propos de l'environnement et des ressources naturelles?
- Que peut la géographie? Et la géopolitique? Quel paradigme? Quelles démarches et méthodes, Quels résultats, Quels apports et contribution à la résolution des problèmes environnementaux?

Un pionnier/précurseur : Jacques Bethemont (1928-2017)

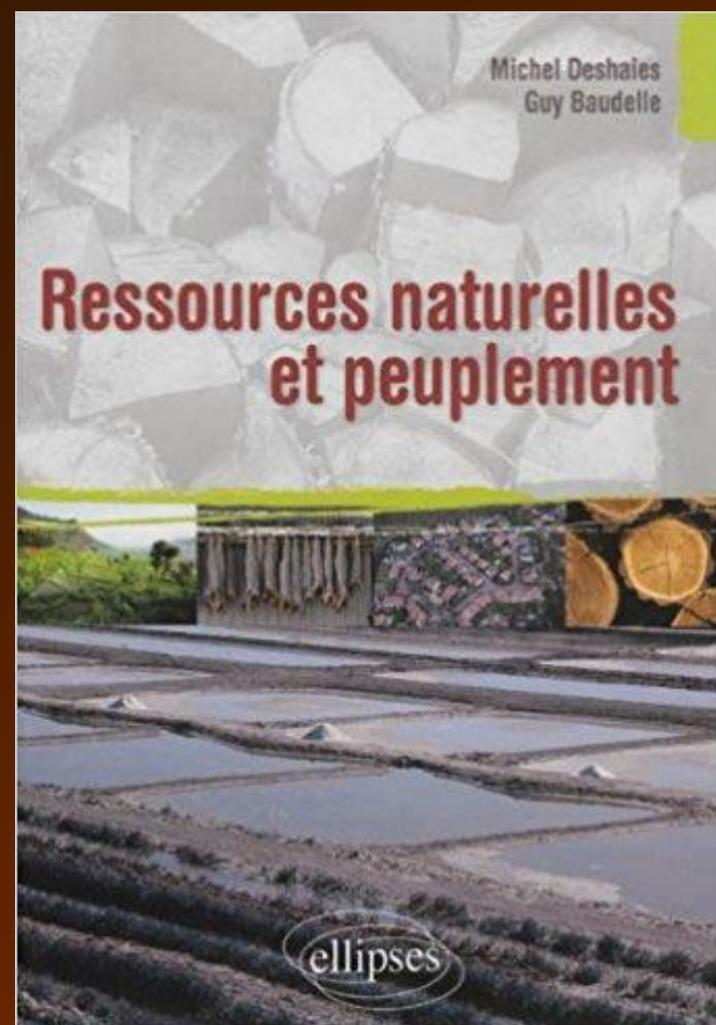
Dernier poste : professeur émérite, université de Saint-Etienne,
université de Lyon



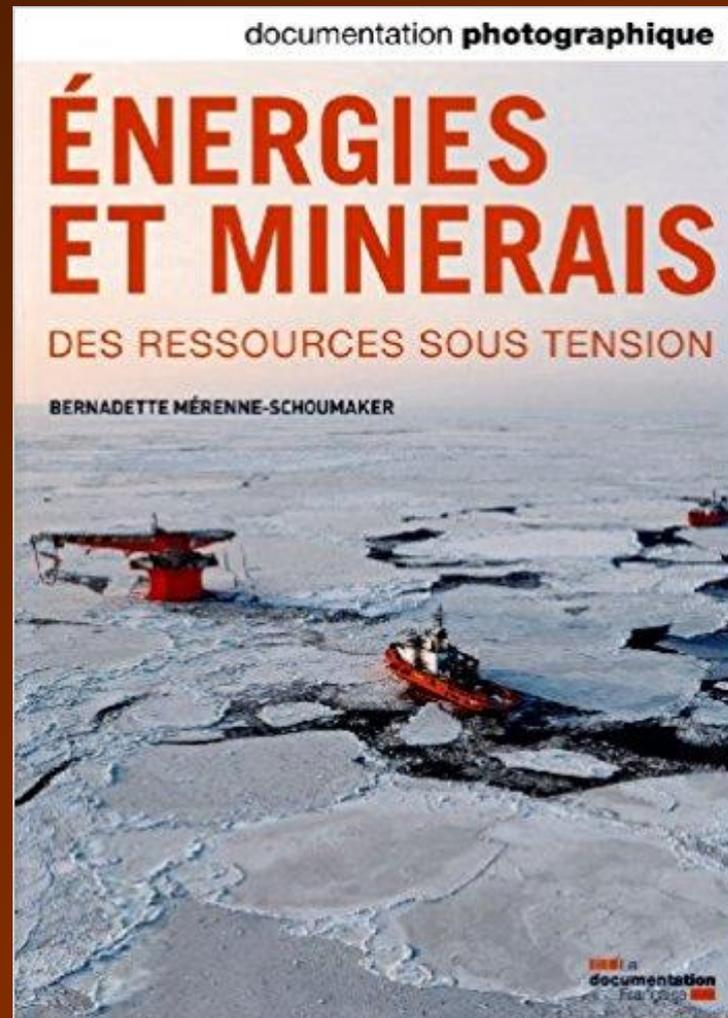
Les richesses naturelles du
globe, 251 p.), 1987.
Édition Masson. Paris ; New
York ; Barcelone

**Les ressources naturelles sont
synonymes de richesses**

Résurgence-permanence d'une approche croisant les préoccupations environnementales, économiques et sociales (dans la filiation de la géographie économique et de la géopolitique) : les ressources naturelles sont traitées en tant qu'enjeux multiples (économique, environnemental, géopolitique, etc.)



2013, 358 p.



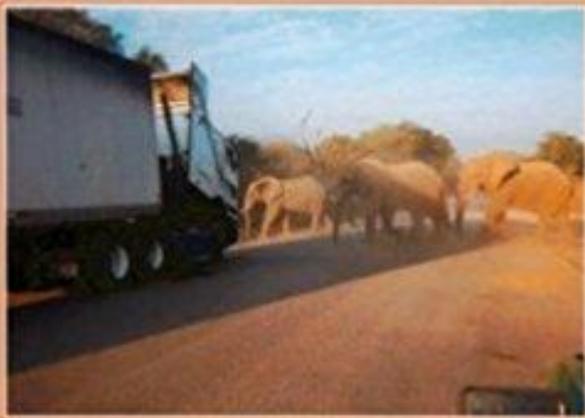
2014

Des ouvrages pour asseoir une « géographie de la conservation ».
La nature et les aires protégées sont ciblées, en lien avec les sociétés (relations sociétés-nature) et le développement socio-économique

SOUS LA DIRECTION DE
Estienne Rodary, Christian Castellani
et Georges Ross

Conservation de la nature et développement

L'intégration impossible ?



GRET - KARTHALA

2003, 308 p.

GÉOGRAPHIE

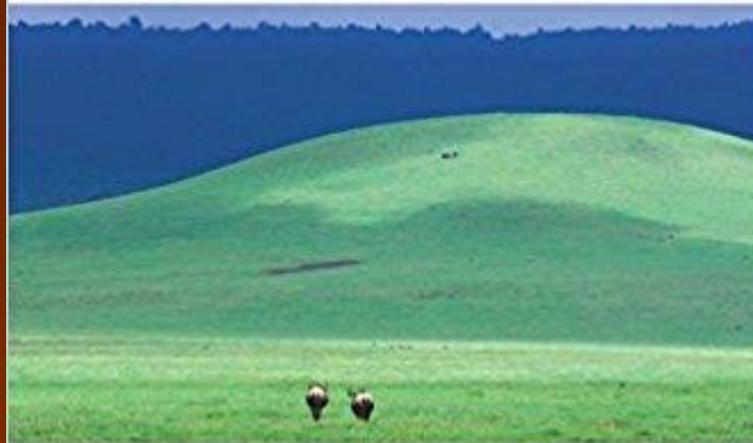
collection



Samuel DEPRAZ

GÉOGRAPHIE DES ESPACES NATURELS PROTÉGÉS

GENÈSE, PRINCIPES ET ENJEUX TERRITORIAUX



ARMAND COLIN

2008, 320 p.

De la géographie de la conservation à la géographie de la « *just conservation* »
(en lien avec les « *environmental justice studies* »)

Raphaël Mathevet
et Laurent Godet (dir.)

POUR UNE GÉOGRAPHIE DE LA CONSERVATION

Biodiversités, natures et sociétés

L'Harmattan

L'Harmattan, 2015, 397 p.

EARTHSCAN CONSERVATION AND DEVELOPMENT SERIES

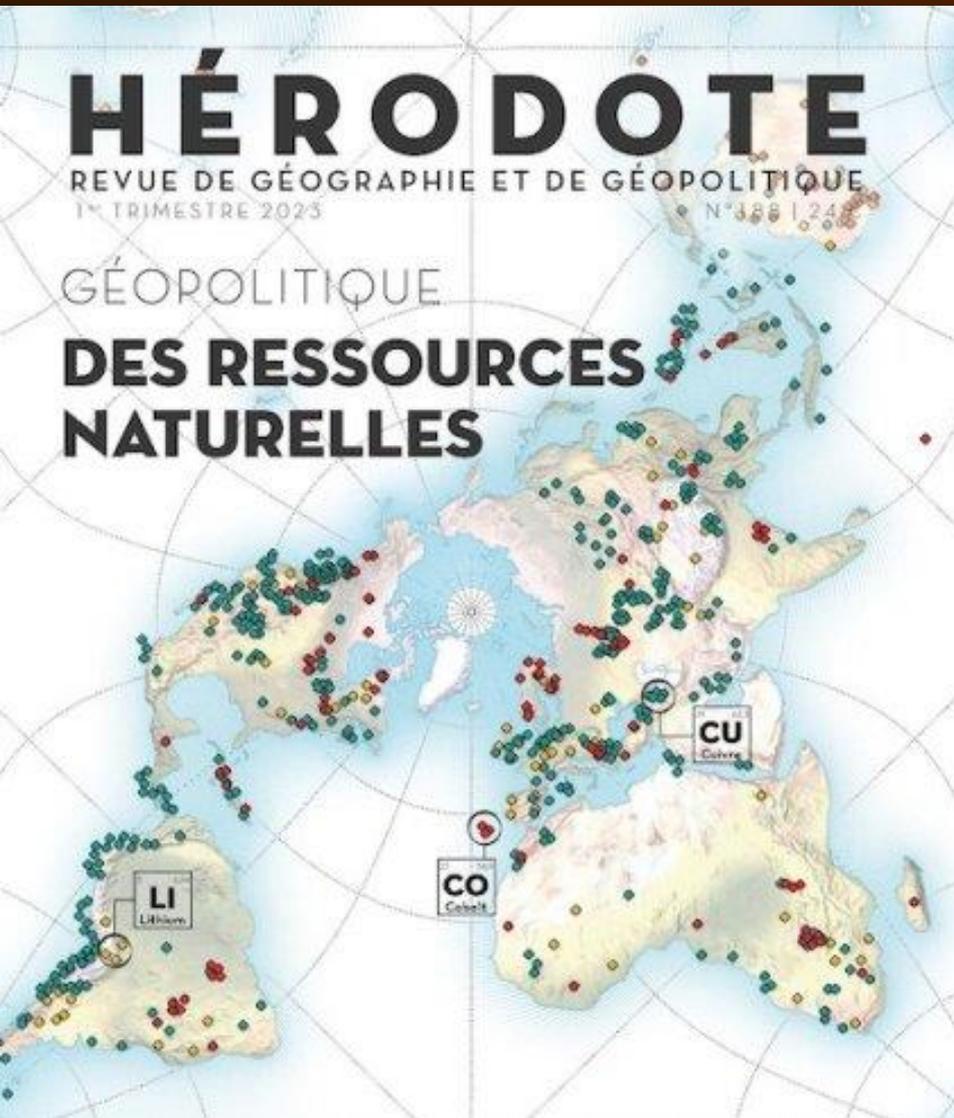
JUST CONSERVATION

BIODIVERSITY, WELLBEING
AND SUSTAINABILITY

ADRIAN MARTIN

earthscan
from Routledge

2017, 199 p.



188 — Géopolitique des ressources naturelles (Premier trimestre 2023)

Géopolitique des ressources naturelles. Éditorial par [Béatrice Giblin](#)
Les majors pétrolières, du tout pétrole, aux énergies renouvelables, décryptage d'un changement de modèle ou de communication.
par [Benjamin Augé](#)

De l'importance de bien cartographier les enjeux énergétiques : retour d'expérience. par [David Amsellem](#)

Transdisciplinarité « forte » en Anthropocène : retour d'expérience d'un dialogue croisé entre sciences sociales et modélisation.

Par [Baptiste Andrieu](#), [Louis Delannoy](#), [Angélique Palle](#), [Noémie Rebière](#)
Éclairages sur la protection de l'eau en période de conflit armé : pour un renouvellement de l'approche juridique. Par [Charlotte Tagus](#)
Enjeux géopolitiques autour du partage et du contrôle de trois grands fleuves transfrontaliers en Asie du Sud (Gange, Indus et Brahmapoutre). Par [Leila Oulkebous](#)

Entre tensions éPctriques et géopolitiques : les enjeux énergétiques et de ressources en Asie centrale au prisme du minage de cryptomonnaies. par [Hugo Estecahandy](#)

L'Union européenne à la recherche de sa sécurité énergétique.
par [Léa Gobin](#), [Noémie Rebière](#)

Changement climatique et crise énergétique : nouvelle donne pour le nucléaire civil mondial. Par [Cédric Lewandowski](#)

De l'annexion de la Crimée en 2014 à l'invasion de l'Ukraine en 2022 : extension et application des normes européennes au Nord Stream 2.
Par [Sami Ramdani](#)

Enjeux miniers de la transition énergétique : l'exemple de la production du cuivre et du lithium au Chili. Par [Raphaël Danino-Perraud](#), [Solène Rey-Coquais](#), [Audrey Sérandour](#)

Sécurité alimentaire et géopolitique des protéines : enjeux et perspectives d'une ressource en mutation.

Par [Olivier Antoine](#), [Éloïse Thiercelin](#)

La stratégie énergétique chinoise et ses échelles, résoudre par l'échelle internationale un paradoxe interne. Par [Angélique Palle](#)

Environnement et ressources naturelles : pourquoi la détérioration?

- 1. La « tragédie des biens communs » et la nécessité de la gouvernance**
- 2. Le concept de biens communs appliqué aux forêts tropicales pour expliquer la déforestation**
- 3. Critiques/limites du concept de communs**
- 4. La déforestation : un problème environnemental complexe**

Environnement et ressources naturelles : pourquoi la détérioration?

1. La « tragédie des biens communs » et la nécessité de la gouvernance

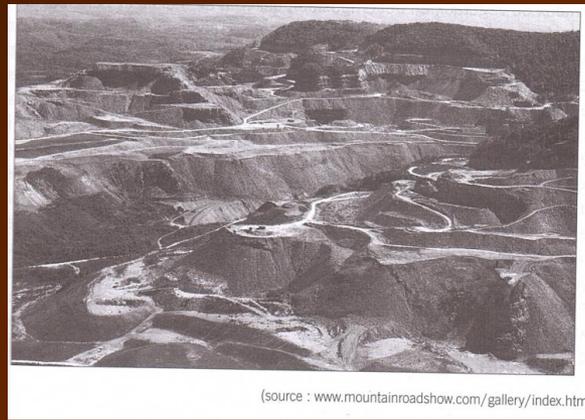
Utilisation sans cesse croissante des ressources naturelles

Diminution, raréfaction, épuisement

Détérioration, dégradation de la qualité



Exploitation du lignite dans le bassin de Basse-Lusace en Allemagne
Source : Deshaies et Baudelle, 2013



Exploitation du charbon dans les Appalaches, au sommet des montagnes à Oven Fork dans le Kentucky, USA
Source : Deshaies et Baudelle, 2013



En bordure de Paris, les usines comme ici à Ivry sur Seine sont responsables d'une grande partie de la pollution | Reuters.
Source: Ouest France.fr

La problématique de la détérioration des ressources naturelles : qu'apporte le concept de « biens communs »? Et celui de gouvernance?

Voir vidéo : La tragédie des biens communs et les problèmes liés à l'action collective

<https://www.coursera.org/learn/gestion-eau/lecture/O7uCU/1-7-la-tragedie-des-biens-communs-et-les-problemes-liés-a-l-action-collective> (Géraldine Pflieger, Professeure associée à l'université de Genève)

La tragédie des biens communs (Le Prestre, 2015). Expression forgée par Garrett Hardin, 1968. Basée sur la métaphore du pâturage communal en accès libre : *chaque éleveur y fait paître un maximum d'animaux afin de maximiser ses profits personnels, ce qui est rationnel. Mais comme chaque éleveur fait de même, la dégradation du pâturage devient inexorable, les coûts étant collectifs.*

Nécessité de concilier intérêt individuel à court terme et intérêt collectif à long terme.

Comment inciter tous les bénéficiaires d'une ressource à participer aux coûts de son utilisation/production et de sa réparation/restauration si tous y ont accès?

Comment protéger une ressource commune/globale alors que chaque Etat veut agir en fonction de ses intérêts?

Comment faire en sorte que l'intérêt national soit en phase avec l'intérêt général/global?

Face à l'épuisement/détérioration de ressources naturelles, le concept et la théorie des biens communs ont été utilisés et transformés en prescriptions politiques.

Les individus n'agissant pas de façon collectivement rationnelle, on devrait les forcer à le faire.

Deux grands types de politiques se dégagent :

- la privatisation : plutôt que d'avoir différents acteurs en concurrence sur une même ressource, un principal (le propriétaire de la ressource) utilise des agents de façon coordonnée.

- le recours à l'Etat fort : on contraint les individus à agir dans le respect de la durabilité du bien commun

➤ Emergence de dispositifs communautaires/associatifs/non gouvernementaux

Vers un modèle institutionnel de gestion des biens communs :

Trouver des institutions efficaces (marché, État, ...) permettant d'obtenir l'efficacité dans des situations où les tentations de resquiller sont présentes.

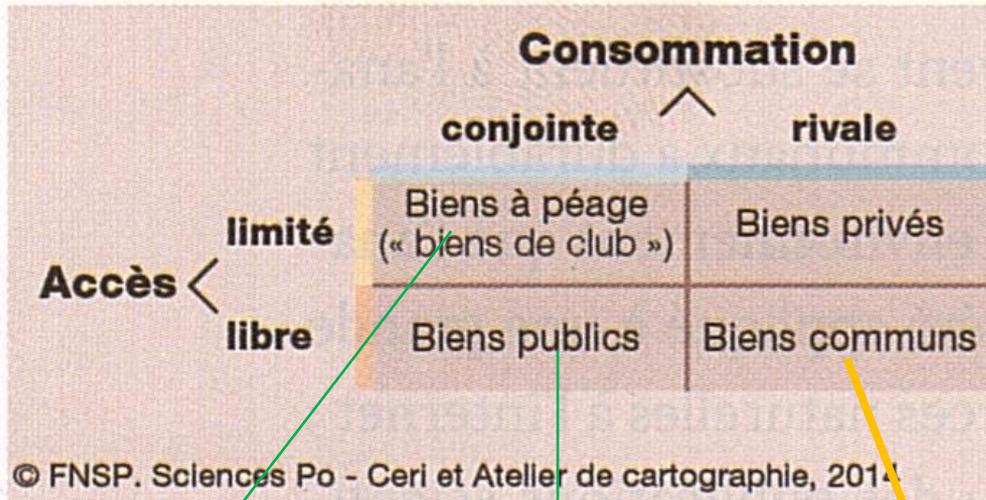
Trois défis :

- la mise en place (comment inciter à créer l'institution ?);

- l'engagement (comment impliquer et faire en sorte que suivre les règles soit plus rentable que les enfreindre?);

- la surveillance mutuelle (comment s'assurer que tout le monde respecte les règles, coopère et instille la confiance)?

Quatre catégories de biens



Le Prestre, 2015

Télévision par câble, cinéma, éducation privée

Chaînes de télévision publique, sécurité publique, libre marché, éclairage des rues (biens accessibles à tous, aucun usager ne peut en être exclu, leur consommation n'affecte en rien la quantité disponible pour les autres, inépuisables)

Forêts, climats : biens collectifs, difficiles d'en limiter l'accès, exploitation souvent concurrentielle, posent un problème politique: intérêt individuel vs intérêt collectif (« passager clandestin »)

Un bien commun diffère d'un bien privé du fait que les personnes qui peuvent jouir d'un bien privé sont limitées par son propriétaire. Un bien commun est celui dans lequel la sur-utilisation des flux fait diminuer le stock. Un bien commun, qui peut être surexploité, s'oppose à un bien public dont l'utilisation par une personne n'empêche pas une autre personne de l'utiliser.

Il y a commun lorsque sont en présence les trois éléments suivants :

- une ressource partagée ,
- une communauté dont les membres disposent de droits et de devoirs sur cette ressource,
- une structure de gouvernance permettant d'assurer la reproduction à long terme de la ressource et de la collectivité qui la gouverne.

Si tous les acteurs (les Etats) décidaient de gérer efficacement les ressources naturelles et de bien s'attaquer à la détérioration de l'environnement (le problème climat par exemple) en partageant correctement le fardeau, il y aurait une chance réelle de réussite pour le bien du monde entier.

Malheureusement, il est plus logique pour chaque acteur de laisser les autres fournir les efforts nécessaires d'investissement et de profiter des fruits de l'action collective des autres sans en assumer soi-même la charge.

C'est ce qu'on appelle stratégie du « passager clandestin », préférable individuellement à la voie difficile et incertaine de la coopération.

Les solutions : les arrangements institutionnels, les règles et les normes, la bonne gouvernance:

- La réglementation;
- Les charges fiscales;
- Les subventions;
- L'éducation;
- La modification du droit de propriété (accès ouvert, propriété privée, propriété publique, propriété commune).

Privatiser /accorder des droits de propriété (appropriation) pour une meilleure gestion des ressources.

2. Le concept de biens communs appliqué aux forêts tropicales pour expliquer la déforestation

La «tragédie des communs»

Pourquoi ne protège-t-on pas mieux les forêts tropicales alors que l'on sait que ces écosystèmes sont essentiels? Une raison avancée par les économistes est que la forêt est un bien commun, c'est-à-dire qu'il possède des caractéristiques de non-exclusion (il est impossible d'empêcher un individu d'en jouir) et de rivalité (la consommation d'une unité par un utilisateur la rend indisponible pour un autre). Motivé par son intérêt individuel à court terme, l'utilisateur de ce bien commun n'est pas incité à le conserver et

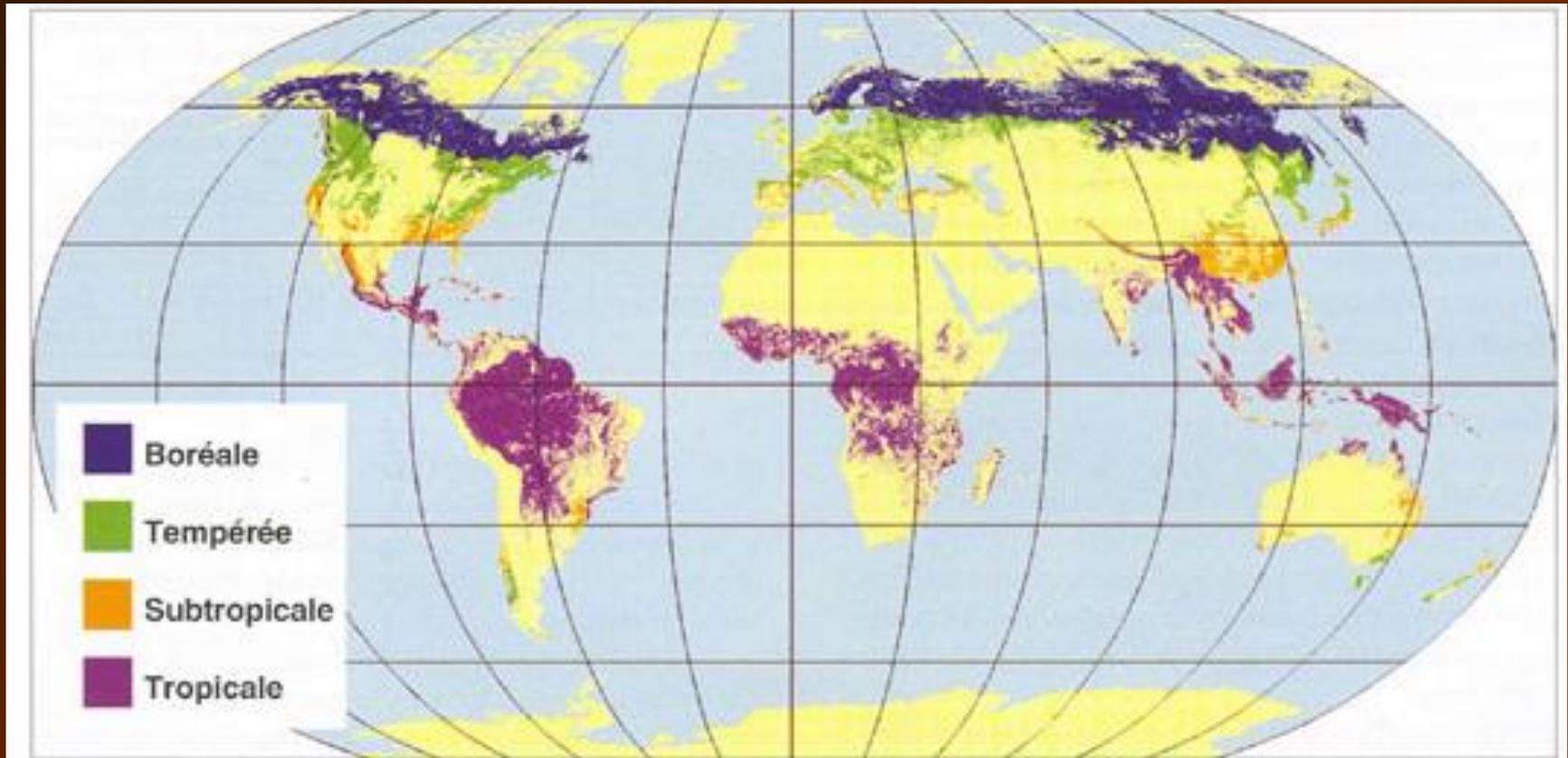
cherche à l'utiliser rapidement avant que ses rivaux ne le fassent. C'est le cas de figure général pour les forêts tropicales, dont l'exploitation en accès libre fait l'objet d'une rivalité d'autant plus forte que la ressource se raréfie. Cette situation, qualifiée de «tragédie des communs», contribuerait à l'épuisement des ressources forestières tropicales. Partant de cette démonstration, certains avancent que l'absence de droits de propriétés clairs et respectés serait une des principales causes de déforestation. ●

Source: Guéneau et Biagiotti, 2015

3. Critiques/limites du concept de communs

4. La déforestation : un problème environnemental complexe

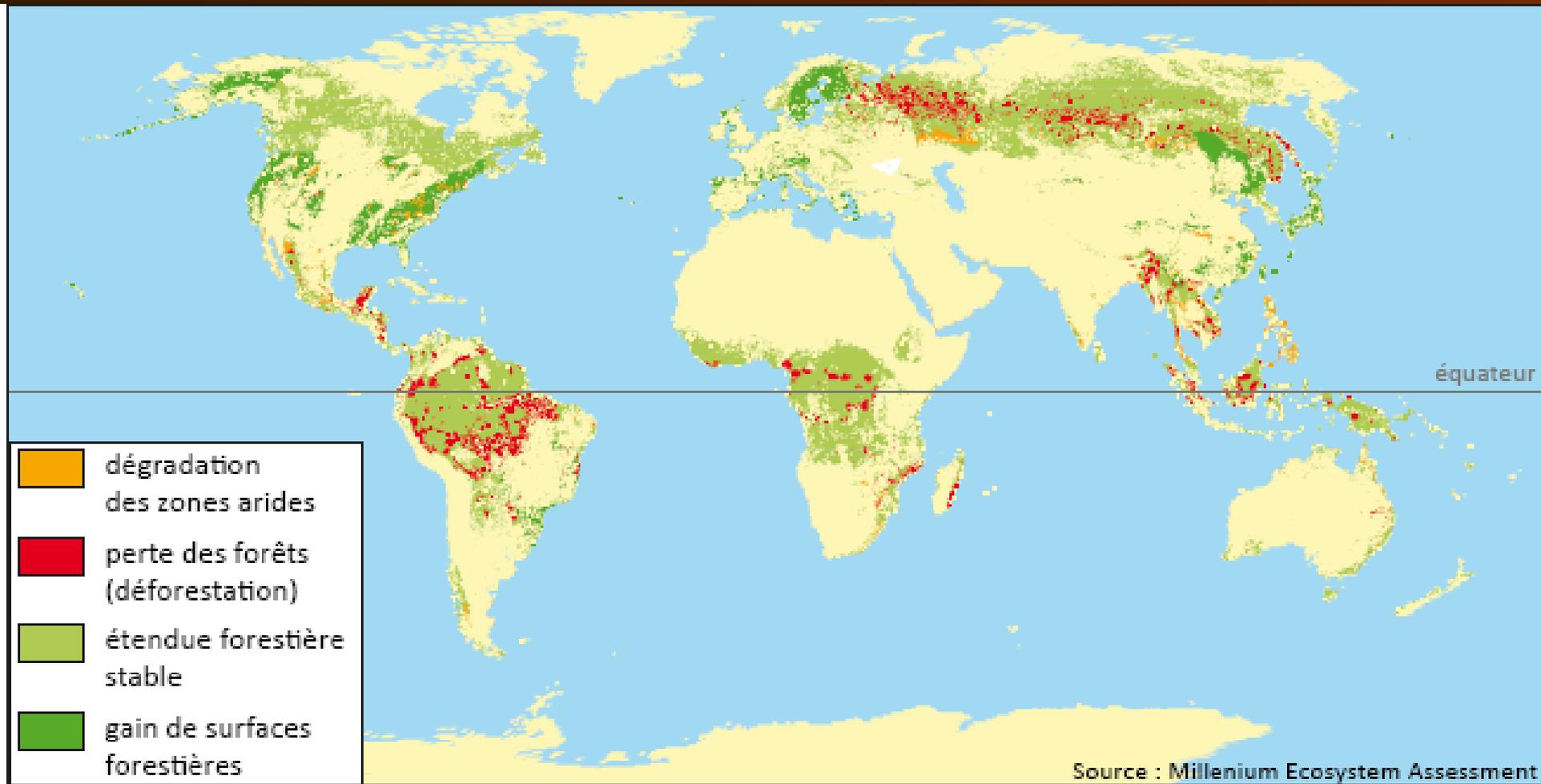
Étendues des forêts par grandes zones écologiques



Surface forestière mondiale : 3,8 milliards d'ha (FAO, 2001).

Avec environ deux milliards d'ha, les forêts tropicales et subtropicales représentent respectivement 47 % et 9 % du couvert forestier mondial,

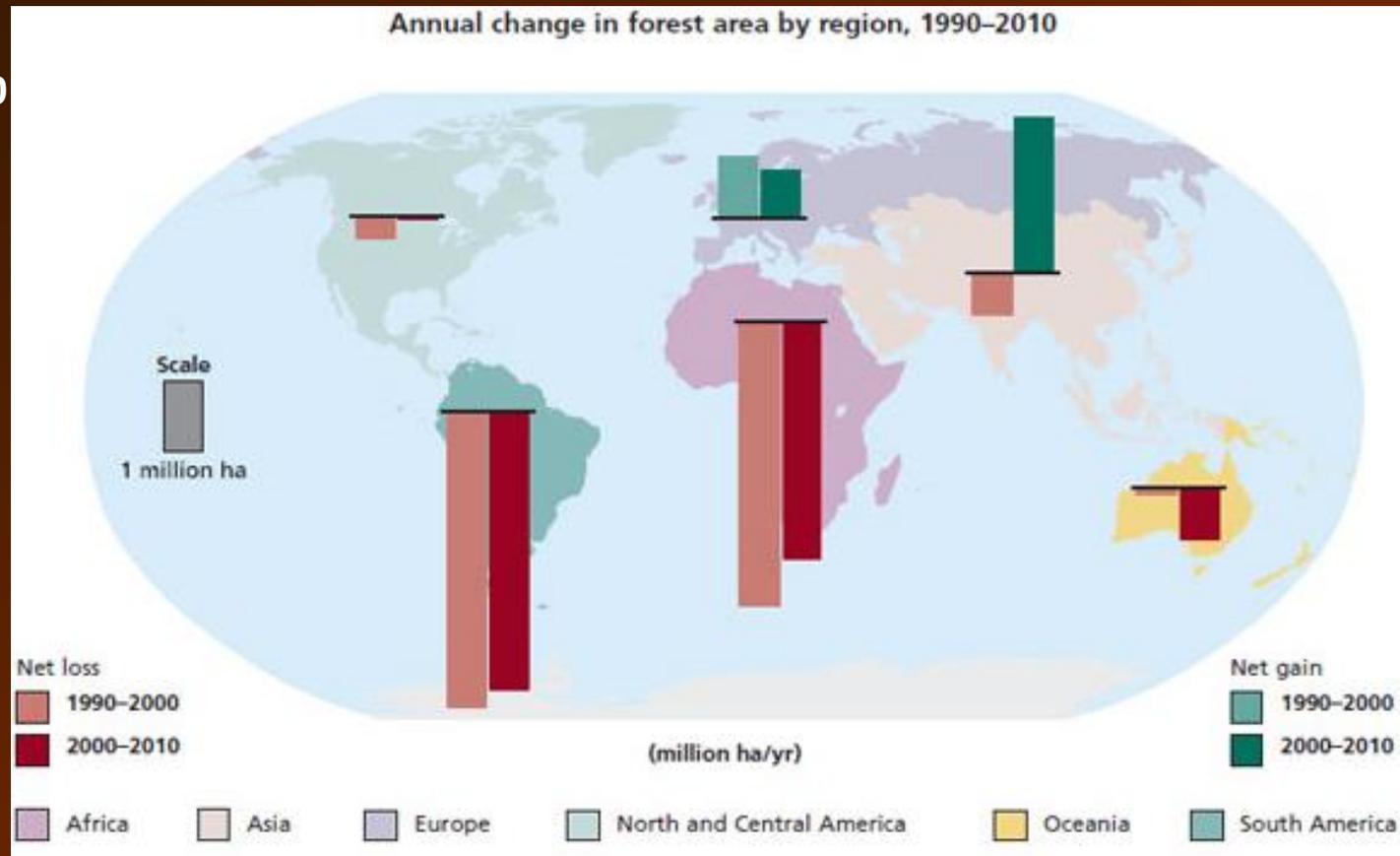
tandis que les forêts tempérées et boréales constituent respectivement 11 % et 33 % du couvert forestier de la terre



Évolution des écosystèmes forestiers et des zones arides entre 1980 et 2000

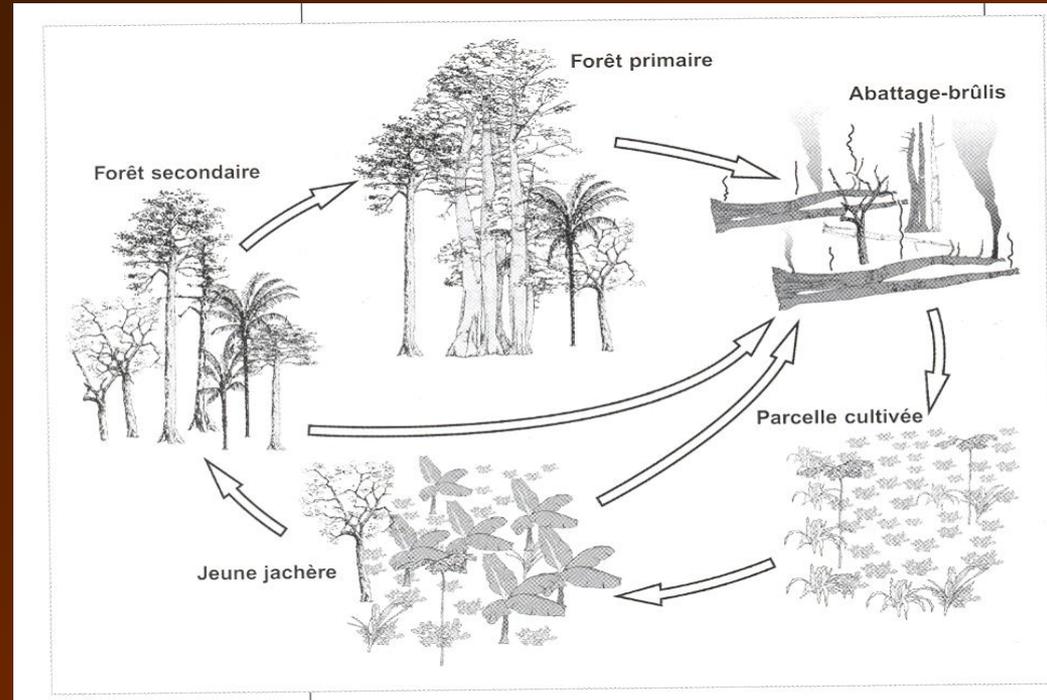
Perte de 129 millions d'ha de forêts entre 1990 et 2015 dans les régions tropicales ; 13 millions d'ha par an, (FAO, 2015)

Une perte totale de 3% entre 1990 et 2015



Source: FAO, 2010

L'agriculture traditionnelle - itinérante sur brûlis. Principale accusée mais responsabilité à atténuer



Pour produire et donc subvenir à l'alimentation de sa famille, le cultivateur a indéniablement besoin de détruire la forêt, mais il doit aussi obligatoirement contribuer à sa régénération pour assurer la pérennité de sa production. Dans les systèmes agricoles itinérants, les phases de cultures alternent avec des périodes de déprise agricole (jachère). La mise en jachère, en restaurant la fertilité du sol, est une condition *sine qua non* au bon fonctionnement de l'agriculture itinérante. Simultanément, lorsque

Le cycle culturel du système d'agriculture sur brûlis. À tout moment le retour à la culture est possible mais les niveaux de fertilité du sol varient d'un type de jachère à un autre.

Carrière, 2000



L'agriculture moderne – agrobusiness. Principale responsable



Un facteur dont la responsabilité est généralement minorée : l'exploitation forestière. Dégradation et non déforestation?



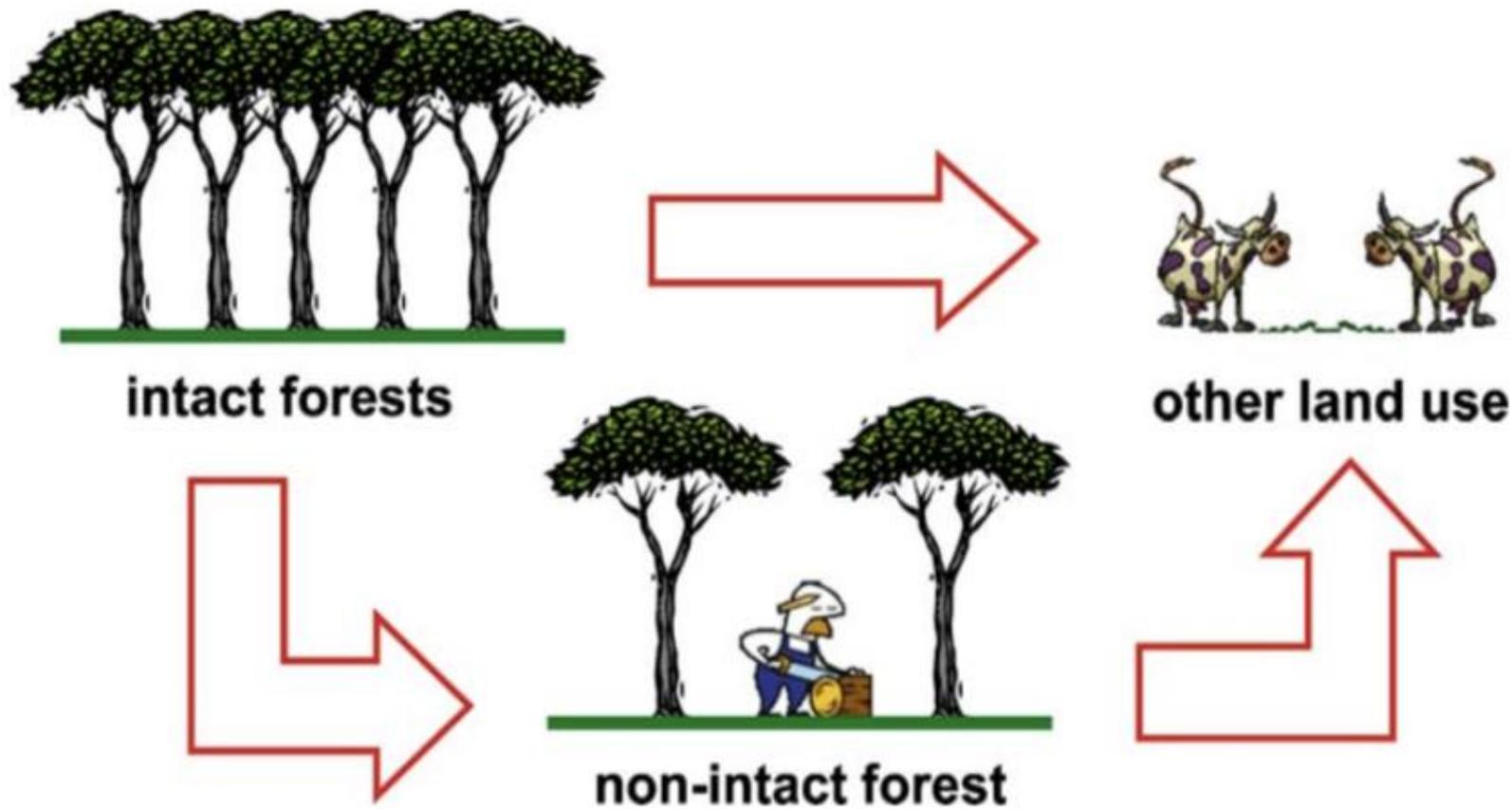
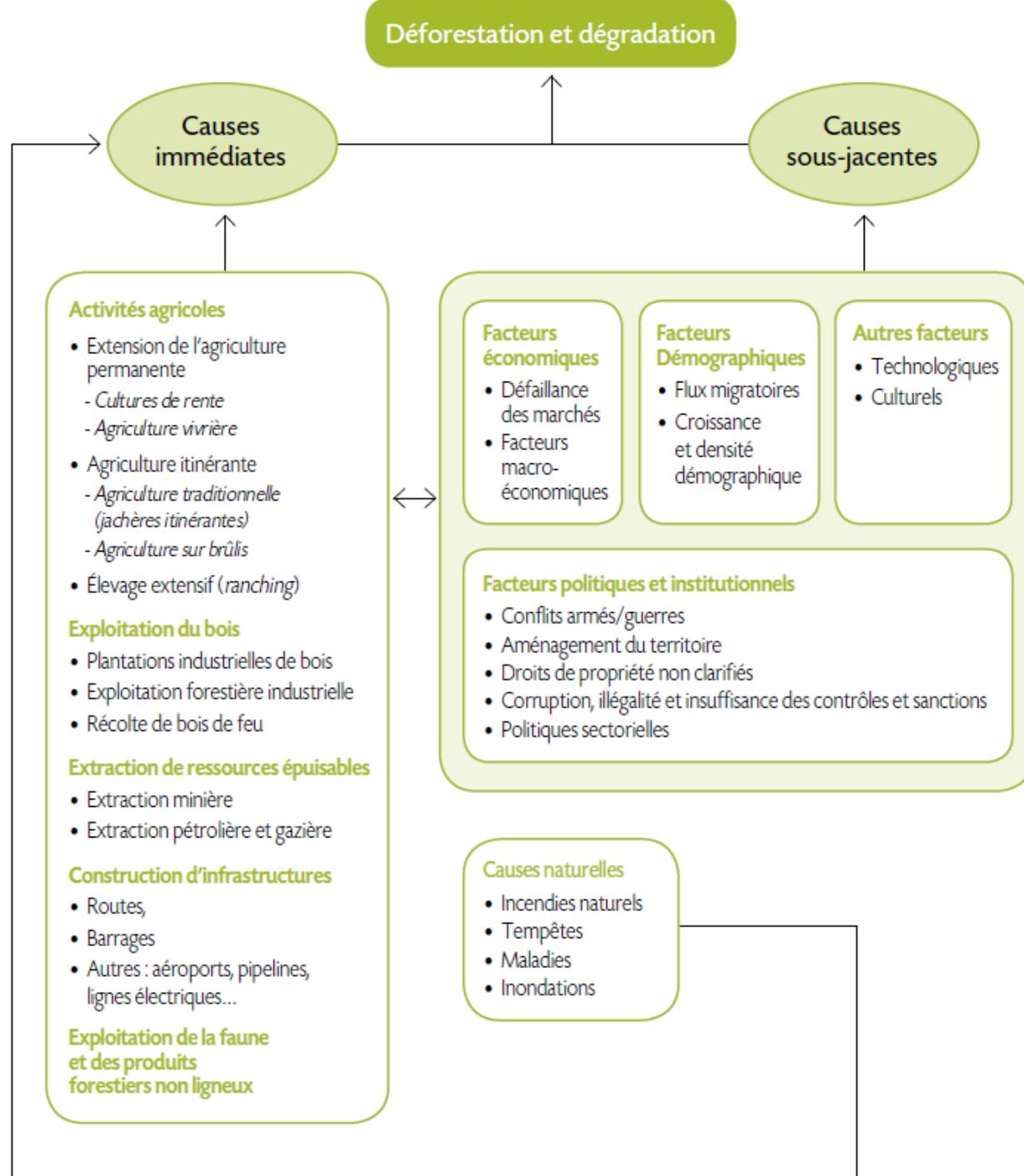


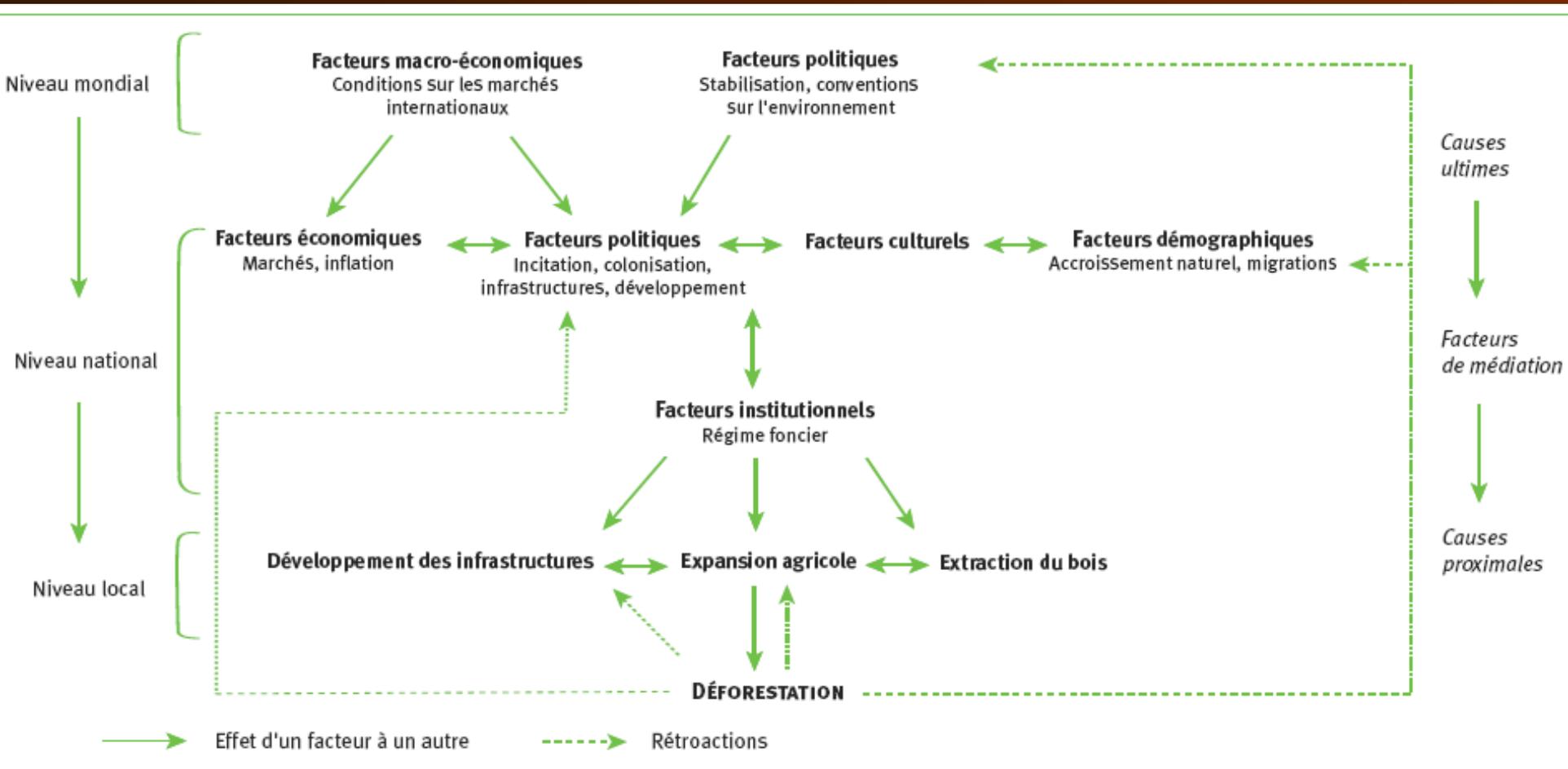
Fig. 1 Forest conversions types considered in the accounting system. *Intact* or fully-stocked forests (e.g. 100% of the original forest biomass) and *non-intact* or degraded forests (down to 10% tree canopy) are classified as forests under the UNFCCC scheme



Un modèle explicatif de la déforestation et de la dégradation des forêts

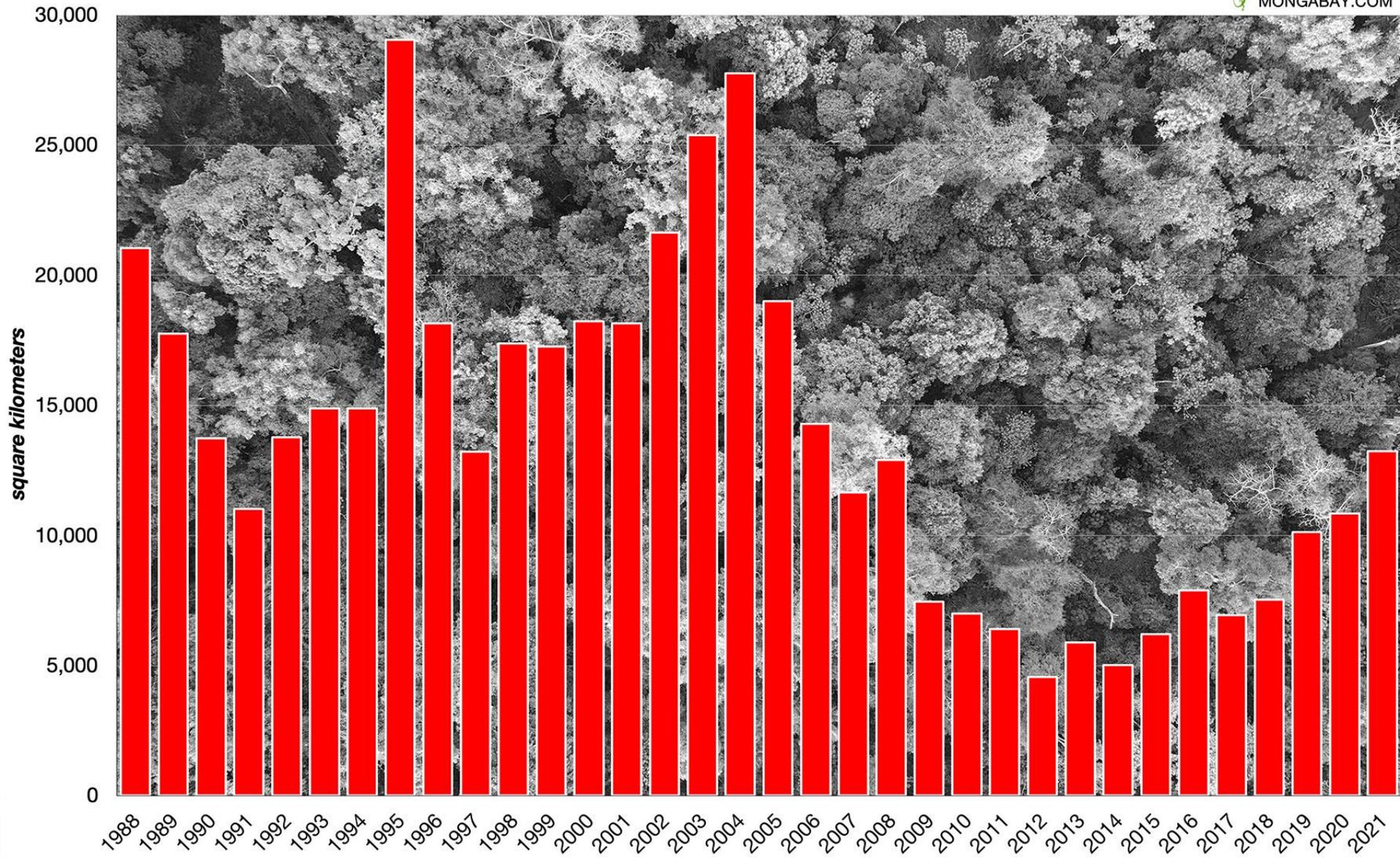
La complexité des causes de la déforestation : cas de l'Amazonie brésilienne

Le modèle d'explication multiscalaire



Source : Scouvert et Lambin, 2006

Deforestation in the Brazilian Amazon since 1988, according to INPE



Quelles solutions à la déforestation et à la dégradation des forêts ?

La laborieuse quête de la « gestion durable » des forêts tropicales (certification, aménagement durable, MDP forestier, REDD+, etc.)

Rio (1992) et la montée en puissance des préoccupations écologiques globales

- Convention sur le climat
- Convention sur la biodiversité
- Déclaration de principe (non juridiquement contraignante) sur les forêts

La valse des critères et indicateurs de gestion durable des forêts

- ONGI (WWF, Friends of the Earth) : Forest Stewardship Council (FSC) en 1993
- Conférences Ministérielles pan européennes (1993, 1995, 2003); réunions de propriétaires forestiers européens: Programme for Endorsement of Forest Certification schemes (PEFC) en 1999

Bilan :

- La gestion durable des forêts est « floue »
- Mais sa promotion continue et les initiatives émergent et se répandent

Les trois grandes catégories de dispositifs de gestion durable des forêts tropicales

Améliorer l'exploitation forestière	Améliorer le stockage du carbone	Accroître la participation des populations locales
<ul style="list-style-type: none">• Aménagement forestier durable• Exploitation à faible impact• Intensification sylvicole• Certification forestière (PC&I)	<ul style="list-style-type: none">• MDP-Forestier (Protocole de Kyoto)• REDD• Marché volontaire	<ul style="list-style-type: none">• Gestion conjointe des forêts (JFM)• Foresterie communautaire (CFM)• Autres formes de gestion participative (Forêts communales, etc.)

Source: Leroy et al., 2013, AFD

Autres initiatives : le FLEGT (Forest Law Enforcement Governance and Trade) : U.E.

Nouveaux concepts, nouvelles approches

- Zéro déforestation
- Déforestation importée/exportée